

Lannelongue : 600 postes et 174 lits supprimés à Nancy sur décision de Macron ; Véran confirme

écrit par Christine Tasin | 7 avril 2020



Illustration : Christophe Lannelongue, directeur de l'ARS du Grand Est.

Personne ne connaît Lannelongue, mais chacun, depuis deux mois, le maudit jusqu'à la 7ème génération, il était le conseiller de Touraine, celle qui a fait disparaître notre réserve de masques, sous prétexte de faire des économies.

Il faut reconnaître que, à défaut d'humanité et de sens de la réalité, il a un certain culot, à moins qu'il ne soit complètement crétin ? A moins qu'il ne soit l'un de ces technocrates sans âme, sans humanité dont regorge la France ? Je penche pour cette dernière hypothèse.

Au moment où la France se confîne, où politiques et médecins défilent sur les plateaux pour dire que la France n'a pas assez de lits d'hôpital, pas assez de soignants, au moment où des TGV, des avions... désengorgent le Grand Est saturé de malades en état grave, faute de lits, il fallait oser rappeler et le plan décidé par Macron (le fameux Copermo) et que ce plan aurait lieu quoi qu'il arrive.

Interrogé samedi par L'Est républicain sur l'avenir du centre hospitalier régional de Nancy (CHRU), Christophe Lannelongue a eu cette réponse proprement sidérante : « Il n'y a pas de raison de remettre en cause le Copermo pour le CHRU de Nancy. Le dossier devrait être examiné début juin. [...] La trajectoire reste la même.

Une « trajectoire » en forme de sortie de route quand on sait que le Copermo en question (comité interministériel de performance et de modernisation de l'offre de soins) prévoit, dans les six prochaines années, la suppression de 598 emplois et de 174 lits dans cet établissement lourdement endetté. Ainsi, pendant la pandémie, les restructurations hospitalières vont continuer, jure le directeur de l'ARS du Grand Est. Le moment était particulièrement bien choisi pour l'affirmer.

https://www.lepoint.fr/societe/coronavirus-quand-le-directeur-de-l-ars-du-grand-est-deraille-05-04-2020-2370165_23.php

.

Hurlements, protestations, même des politiques qui ont décidé et voté ce Copermo... Véran, dans un premier temps, se veut rassurant :

« Blessant pour le personnel soignant »

« C'est blessant pour tout le personnel soignant de dire, pendant

qu'il mène le combat, que l'on va compter les munitions », s'est étranglé Laurent Hénart, maire (Parti radical) de Nancy. Celui-ci a aussitôt écrit au ministre de la Santé, Olivier Véran, pour s'en émouvoir et dénoncer la « position totalement décalée » du patron de l'agence. Dans ce courrier cosigné avec le [P^r Christian Rabaud, président de la commission médicale d'établissement du CHRU](#), Laurent Hénart, qui préside son conseil de surveillance, rappelle que ses équipes soignantes, « totalement mobilisées », ont fait passer les capacités de réanimation de 70 à 160 lits, « faisant honneur au service public de la santé ».

Le ministre s'est fendu dans la foulée d'un tweet lénifiant : « À Nancy comme partout, l'heure est à la mobilisation de tous pour faire face au #Covid19. L'heure viendra de tirer les enseignements de cette crise sans précédent et de refonder notre hôpital. **Tous les plans de réorganisation sont évidemment suspendus** à la grande consultation qui suivra », a fait savoir le ministre.

Suspendus... Pas annulés eu égard à la réalité, non, juste "suspendus". C'est à hurler, à dresser un tribunal populaire, ici et maintenant.

Juste "suspendus", en attendant une prétendue consultation, en attendant qu'une énième commission se réunisse, une fois le gros de l'épidémie passé... pour repartir sur les mêmes bases, voire sur pire encore ? C'est sûr qu'après l'Etat va manquer drastiquement d'argent et que ce sont toujours les mêmes qui vont payer. Et donc les hôpitaux.

Le problème c'est Macron ce n'est pas Lannelongue, simple fusible dans la chaîne.

Lannelongue est un exécutant, il a été nommé à son poste en 2012 pour étrangler la Santé et lui faire rendre gorge.

Personne, d'ailleurs, parmi tous ceux qui le traînent dans la boue, pour évoquer les raisons de faire des économies avec la Santé, et notamment les dépenses inconsidérées pour l'immigration, chut ! Ne parlons pas de ce qui fâche... 115 milliards d'euros en 2013 selon les [calculs très précis de Gérard Pince](#). 115 milliards... par an !

.

Silence les mouettes !